

Les turpitudes diplomatiques de Macron continuent

P5

Le chantage des enseignants

P4

Awrach dresse son premier bilan



P5

# le Canard Libéré



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Dix-septième année N°719 vendredi 17 février 2023 - 8 DH Directeur de la publication Abdellah Chankou



Abdelouafi Laftit.

## Souss-Massa

# Une appellation territoriale qui pénalise Agadir

P8

## Relance de la cession de la raffinerie en faillite

# Dernier espoir avant la casse ?

Et c'est reparti pour un tour ! La Samir sera de nouveau soumise à la vente aux enchères après la première tentative infructueuse lancée en 2017. Pour cette opération de la dernière chance, un deuxième échec n'est pas à exclure. Voici pourquoi.

P7



Leila Benali, Ministre de la Transition Énergétique et du Développement Durable.

## L'entretien -à peine- fictif de la semaine



Mohamed Sadiki

# « Le temps des coûts de food »

P9

## Confus DE CANARD

# Vous avez dit productivité ?

P3

## Produits agricoles

# Les intermédiaires font la loi

L'escalade vertigineuse des prix des produits agricoles dans les marchés est plus la résultante d'une multiplicité des intermédiaires que d'une quelconque loi de l'offre et de la demande ou d'un jeu de la concurrence. Il est temps d'en finir avec ces rentiers nuisibles par la modernisation et la transparence des circuits de commercialisation.

P6



Mohammed El Kettani.

## Décarbonation

# Le plaidoyer d'un expert marocain dans Forbes Magazine

P10

GUERRE EN UKRAINE : L'OCCIDENT À COURT DE MUNITIONS SE TOURNE VERS D'AUTRES FOURNISSEURS C'EST UN BRAQUAGE AMICAL, IL ME FAUT PLUS D'ARMEMENT...



# Pour tout nouvel abonnement Mobile

Maroc  
Telecom



Offre réservée aux clients particuliers. Volume supplémentaire de 1 jusqu'à 5Go sur les forfaits suivants :  
11H + 2Go / 13Go + 4H / 15Go + 5H / 14H + 14Go / 22H + 12Go / 30H + 30Go

Jusqu'à

**5Go**  
**Offerts**  
**Par mois**

Pendant 3 mois

+

**2 MOIS**



**anghami  
plus**

**Offerts**



E-BOUTIQUE

Valable jusqu'au 30 avril 2023



## Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou

# Vous avez dit productivité ?

**E**n ces temps de flambée vertigineuse des prix des aliments y compris des légumes et des viandes, la solution serait a priori d'augmenter les salaires. Histoire de permettre aux travailleurs de récupérer le pouvoir d'achat perdu en raison de la vie de plus en plus chère. D'un point de vue syndical, voire politique, c'est la mesure à adopter pour atténuer l'impact de ces hausses sur la classe ouvrière et sauvegarder la paix sociale menacée par ce renchérissement continu des produits de base. Mais sur un plan micro-économique, la valorisation des salaires, plus complexe qu'il n'y paraît, est déconseillée. Ces deux approches différentes mettent en lumière productivité et salaires et débouchent sur cette question classique : Faut-il indexer les salaires sur la productivité ou la consommation ? Vieux débat que le wali de Bank Al Maghrib a tranché depuis longtemps. Abdellatif Jouahri est un fervent défenseur de l'école de pensée selon laquelle la hausse des salaires doit tendanciellement suivre celle de la productivité et non du coût de la vie. Certes, l'augmentation de salaire surtout le salaire minimum permet l'amélioration des conditions des ouvriers mais peut en même temps nuire, à ses yeux, au processus de croissance et saper les grands équilibres macro-économiques du pays.

Les hausses salariales induisent non seulement l'érosion des marges des patrons mais sont porteuses des pires scénarios : le risque de voir les entreprises étrangères implantées au Maroc délocaliser leurs activités dans des pays encore moins disant socialement, pratiquant des salaires encore plus bas. La plus grosse crainte étant que cela débouche sur une baisse importante des réserves de change conjuguée à une réduction de la capacité de l'économie marocaine à absorber les chocs externes. Ces défaillances structurelles dessinent les contours du scénario à l'égyptienne (dévaluation de la monnaie d'environ 50%, inflation à deux chiffres autour de 21, prêts du FMI contre programme de réformes douloureuses) vers lequel file la Tunisie de Saïed prise à la gorge par une crise économique étouffante. La situation est telle que l'Égypte et la Tunisie figurent parmi les quelques pays exposés au défaut de paiement de leur dette extérieure. Homme d'expérience et d'expertise qui en a vu d'autres, M. Jouahri est habité par l'obsession de faire éviter au Royaume un nouveau Programme d'ajustement structurel (PAS) dont il a vécu les affres douloureuses en tant qu'argentier du royaume dans les années 80. Pas question donc de passer de

nouveau sous les fourches caudines des institutions de Bretton Woods. En vérité, le vrai défi se trouve ailleurs. Dans la capacité des décideurs politiques à œuvrer avec audace et imagination pour augmenter la productivité qui reste pour diverses raisons le talon d'Achille du pays. En tête des freins figure la sempiternelle question fondamentale de l'éducation-formation. Pour renverser la vapeur, il est impératif d'agir sur ce levier dont dépend l'émergence d'une main d'œuvre qualifiée qui détermine prioritairement l'acte d'investir.

La productivité relève également de la responsabilité de l'entreprise via l'investissement dans la formation continue pour permettre aux collaborateurs de monter en gamme et en grade.

Un salarié motivé (moralement et financièrement) est un homme productif et rentable. Et puis, il y a le code du travail actuel qu'il faut réformer de façon à ne pas trop sacraliser le travailleur en rendant impossible son licenciement sans indemnités, même s'il est improductif et coupable d'une faute grave. Ce qui n'est pas de nature à stimuler le goût de l'effort et le désir d'efficacité chez bien des employés se sentant forts des dispositions du code du travail qui en font systématiquement des victimes pour lesquelles la justice accorde des indemnités y compris pour les années passées à glander... De nombreuses entreprises regorgent de bataillons de tire-au-flanc justifiant de plusieurs années d'ancienneté que les patrons préfèrent continuer à payer plutôt que de les licencier et de devoir régler des sommes lourdes en indemnités. Résultat : l'entreprise nationale souffre généralement de sous-encadrement du fait que de nombreux employeurs-essentiellement des PME qui constituent le gros du tissu productif-contournent ce code anti-travail traversé par des arrières-pensées et autres clichés réducteurs sur les patrons en recourant

à une kyrielle d'artifices comme les emplois déguisés en stage, les contrats Anapec ou les patentés. Le salarié, dont le statut donne lieu à une série d'avantages et d'obligations patronales (Cotisations à la CNSS, Impôt sur le revenu...), devient ainsi moins attrayant, voire contreproductif pour l'entreprise. Ce qui contribue indirectement au chômage des jeunes diplômés qui viennent grossir bon an mal an les rangs de leurs aînés non insérés. Un marché de l'emploi dynamique et moderne, qui ne soit pas régi par une vision purement syndicaliste, garant d'un équilibre entre les obligations des uns et des autres (employeur et employé), est la clé de voûte de la productivité et de la performance. On en est encore loin. ▀

De nombreuses entreprises regorgent de bataillons de tire-au-flanc justifiant de plusieurs années d'ancienneté que les patrons préfèrent continuer à payer plutôt que de les licencier et de devoir régler des sommes lourdes en indemnités.



## Côté BASSE-COUR

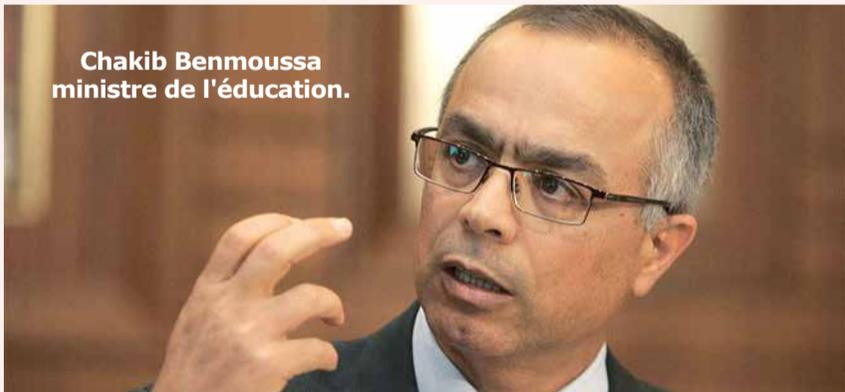


**LES TAXES SUR LA CIGARETTES ET L'ALCOOL ONT RAPPORTÉ QUELQUE 2 MILLIARDS DE DH EN 2022**



### Éducation nationale

## Le chantage des enseignants



Chakib Benmoussa  
ministre de l'éducation.

La tension est de retour au secteur de l'enseignement après une période d'accalmie scellée par le dernier accord signé le 14 janvier dernier entre le gouvernement et les syndicats des enseignants sous l'égide du chef du gouvernement Aziz Akhannouch sur le statut unifié des fonctionnaires de l'Éducation nationale. Justement, cet accord n'est pas du goût de l'ensemble des enseignants contractuels qui s'estiment lésés par certaines dispositions du texte notamment côté avancement. Pour pousser l'exécutif à répondre favorablement à leurs revendications, les intéressés se sont livrés à du chantage en refusant d'introduire sur la plateforme Massar les notes des contrôles des élèves. Cette attitude a poussé le ministère de tutelle de hausser le ton devant la fin de non-recevoir opposée à ses correspondances par les réfractaires. S'ils persistent dans le refus de déblo-

quer la situation, ils encourent plusieurs mesures disciplinaires comme les retenues sur la salaire et les mises à pied, voire la suspension ou carrément le licenciement pour faute grave.

Le problème est assez sérieux car il concerne directement les élèves. Il suffit que la note d'une seule matière ne soit pas saisie sur Massar pour le priver de son bulletin. Du coup, la grogne gagne surtout les milieux des parents dont les enfants sont en terminale et ont besoin de constituer dans les délais impartis leurs dossiers pour candidater auprès des établissements d'enseignement supérieur à l'étranger. Prendre en otage les étudiants et leur avenir pour tordre le bras au ministère sur une affaire purement corporatiste est un acte pour le moins irresponsable. L'école publique est loin d'avoir dissipé les ombres au tableau.

## Beurgeois GENTLEMAN

### Débandade de l'abondance et érection de la Sous France (15)

Entre Dominique Voynet et Lionel Jospin, c'est une histoire non pas platonique, mais atomique. La Voynet a donné l'avoinée au trotskiste Jospin ! Ce rouge qui s'est fait ripoliner en rose pour essayer de devenir président de la République s'est fait lamentablement sortir par Le Pen au premier tour des élections présidentielles de 2002... C'était bien La Peine de se présenter pour se vautrer ainsi, ça n'en valait pas Le Pen... Depuis, après avoir reçu l'avoinée de sa vie, l'ex-trotskiste s'est définitivement retiré de la vie politique. Ce garçon aura porté un coup fatal à la recherche française en sabordant le projet nucléaire Superphénix qui avait coûté 10 milliards d'euros pour sa construction... Actuellement, ce site coûte « un pognon de dingue » pour sa déconstruction... L'exploitation de Superphénix a été soigneusement consignée par des experts en ingénierie des connaissances, dans des systèmes d'intelligence collective. Les compétences européennes dans la filière industrielle des réacteurs à neutrons rapides ont globalement été conservées, mais elles ont été largement exploitées par d'autres puissances économiques, habiles pour récupérer l'expérience industrielle des autres et créer des réseaux de connaissances : le Japon (Monju), puis les États-Unis qui, après avoir arrêté le réacteur de Clinch River, se sont orientés vers des recherches sur la fermeture du cycle nucléaire. Les recherches sur les réacteurs de génération IV en témoignent. Superphénix a été au centre d'une vive controverse, ses défenseurs argumentant sur son intérêt, les militants antinucléaires exposant des craintes contre lui.



Après la lutte des écologistes Les Verts contre Superphénix depuis sa planification et construction, un réseau national appelé Sortir du nucléaire a été formé à sa fermeture en 1997, rassemblant à cette époque plusieurs centaines d'organismes : comités locaux, associations écologiques, mouvements de citoyens et partis. Le débat a eu lieu aussi en Suisse, située à moins de 100 km du site de Creys-Malville. La centrale contient cinq tonnes de plutonium et 5 000 tonnes de sodium liquide, qui s'enflamme spontanément au contact de l'air quand il est très chaud, et explose au contact de l'eau en produisant de l'hydrogène quand il est en quantité très inférieure à l'eau (ce qui n'est pas le cas dans ce type de réacteur). Par ailleurs, on ne sait toujours pas comment éteindre un feu de plus de quelques centaines de kilogrammes de sodium. Cependant « en brûlant, le sodium liquide forme à sa surface une croûte qui empêche l'incendie de se développer en profondeur et limite le rayonnement de chaleur » ce qui permet de l'approcher et de le combattre, contrairement à un feu d'hydrocarbures, par exemple. En 1976, un ancien ingénieur d'EDF, J.-P. Pharabod, déclare qu'il n'est pas déraisonnable de penser qu'un grave accident survenant à Superphénix pourrait tuer plus d'un million de personnes. Un problème pour la sécurité est l'augmentation de la viscosité du fluide caloporteur (le sodium liquide) en cas de pollution mal maîtrisée. Dans les années 1970 et 1980, on prévoyait que le prix de l'uranium allait fortement augmenter, et rendrait de la sorte les surgénérateurs, peu consommateurs de cette ressource, rentables économiquement. Ces prévisions se sont révélées trop pessimistes pour trois raisons: (1) les politiques de maîtrise des dépenses énergétiques au lendemain des crises pétrolières ont permis de limiter la consommation d'électricité ; (2) la quantité et la teneur des gisements d'uranium économiquement exploitables ont été sous-estimées ; (3) les stocks d'uranium militaire constitués dans le contexte de la guerre froide ont été convertis en stocks civils et utilisés dans les réacteurs nucléaires. (À suivre)

**Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web [www.lecanardlibere.com](http://www.lecanardlibere.com)**

### AFFAIRE BOURADUI : L'ALGÉRIE SE BROUILLE AVEC LA FRANCE

**C'EST UN ACTE DE TRAHISON DIFFICILE À VOUS PARDONNER... MAIS, IL FAUT QU'ON SE RÉCONCILIE VITE POUR QU'ON PUISSE SE FÂCHER LA PROCHAINE FOIS**





## Côté BASSE-COUR



### Politique maghrébine et africaine de la France

## Les turpitudes diplomatiques de Macron continuent

**L**a France n'a plus d'ambassadeur dans les deux principaux pays du Maghreb : le Maroc et l'Algérie. Deux drôles d'affaires sont venues remettre en cause le réchauffement récent des relations hexagonales avec Rabat et Alger. Emmanuel Macron vient de réussir un autre exploit diplomatique, étendre son fameux « en même temps » au jeu ambigu de la France dans le traitement des deux frères ennemis de l'Afrique du nord. Ce qui est rare puisque quand l'ancien colonisateur est en bons

la manœuvre sur cette résolution hostile présentée et défendue en effet par un proche d'Emmanuel Macron. Il s'agit de l'eurodéputé, qui officie comme chef du groupe parlementaire Renew (Renaissance) Stéphane Séjourné, 36 ans, figure influente, conseiller de la Macronie et compagnon du ministre français délégué aux Comptes publics Gabriel Attal. Alors que les eurodéputés du parti socialiste espagnol ont voté contre cette résolution, leurs collègues macroniens ont voté pour. Cette séquence pour le moins surprenante, qui met visiblement à mal les dernières retrouvailles maroco-françaises après la visite en décembre dernier de la cheffe de la diplomatie française Catherine Colonna à Rabat, est à rebrousse-poil de la ligne officielle française vis-à-vis du Royaume et laisse penser que la France de Macron dirige en sous-main une politique d'acharnement contre le Maroc dont les manifestations sont de plus en plus visibles. En plus de la procédure de restrictions des visas accordés aux ressortissants marocains, il y a les accusations visant le Maroc dans de supposés faits de corruption de certains eurodéputés qui ont maille à partir avec la justice. Le timing et les motivations de ce qui ressemble à une kabbale anti-marocaine ont effectivement de quoi interroger...

Cette campagne de harcèlement contre le Maroc a fait un grand heureux : l'Algérie. Mais pas pour longtemps. Voilà qu'Alger, tout contente de s'être rabibochée avec son ancien grand occupant, accuse nommément la France d'avoir exfiltré la militante franco-algérienne Amira Bouraoui, de Tunis vers Lyon, le lundi 6 février. Dans une note officielle du ministère des Affaires étrangères, l'Algérie a protesté fermement contre « l'exfiltration clandestine et illégale, par des personnels diplomatiques, consulaires et de sécurité relevant de l'État français en Tunisie, d'une ressortissante algérienne dont la présence physique sur le territoire national est prescrite par la justice algérienne ».

Les autorités algériennes, qui parlent de violation de sa souveraineté nationale, pointent un acte « inadmissible » qui inflige « un grand dommage » aux relations entre les deux pays. La réconciliation franco-algérienne, scellée lors de la visite de Macron en Algérie en août 2022 sur des bases conjoncturellement opportunistes, n'aura duré que le temps des roses. Les accolades et les caresses ne suppriment pas les épines qui jalonnent une relation conflictuelle dont l'apaisement n'est qu'un beau mirage.



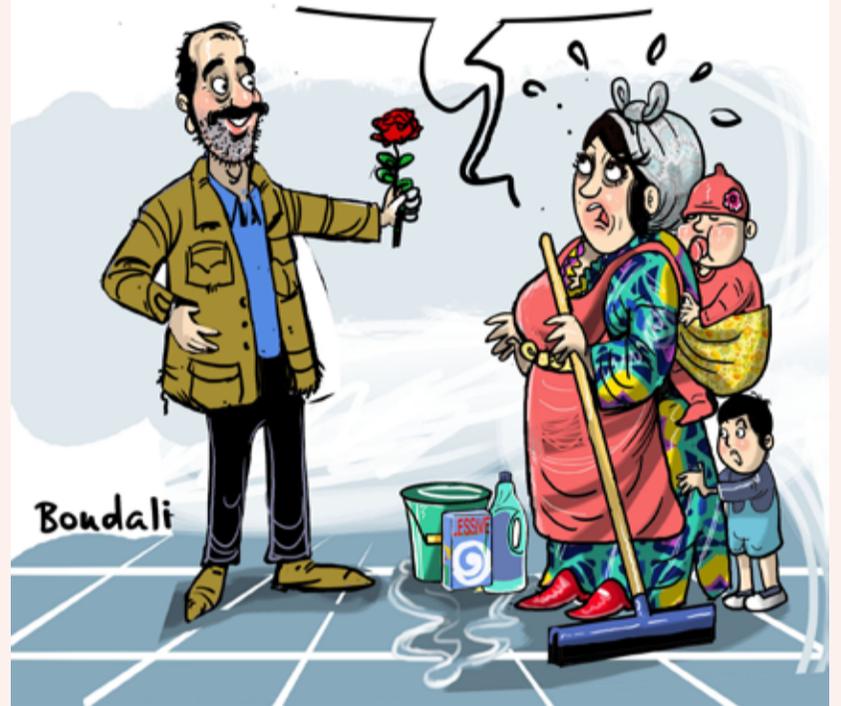
**A force de vouloir occuper tous les terrains, Emmanuel Macron ne sait plus où il habite...**

termes avec l'un il est automatiquement en froid avec l'autre. Désormais, le génie macronien, rompant le jeu d'équilibrisme traditionnel de la politique maghrébine de la France, a frappé fort en se mettant à dos les deux pays à la fois. Bravo l'artiste, comme dirait l'autre ! Un autre succès retentissant qui fragilise davantage la France dont l'influence recule considérablement dans ses bastions africains d'où, à la faveur d'un sentiment anti-français de plus en plus fort, son armée a été congédiée...

Cela porte un nom : le parachèvement de la décolonisation. « Conformément aux hautes instructions royales, il a été décidé de mettre fin aux fonctions de Mohamed Benchaaboun en tant qu'ambassadeur de Sa Majesté auprès de la République française, à compter du 19 janvier 2023 », a annoncé un communiqué du ministère des Affaires étrangères publié au Bulletin officiel du 2 février et relayé vendredi par de nombreux médias. La date du 19 janvier porte une signification politique majeure : elle coïncide avec la résolution du Parlement européen défavorable au Maroc, vivement condamnée comme un acte d'ingérence inacceptable dans les affaires du pays par l'institution législative marocaine. Rabat est persuadé que la France était à

### SAINT-VALENTIN CHEZ LES DÉMUNIS

MAIS TU M'AVAIS PROMIS UN BOUQUET DE LÉGUMES ?



### Emploi

## Awrach dresse son premier bilan

**L**e programme « Awrach » est sur la bonne voie. Une première évaluation des résultats de l'année 2022 fait ressortir un bilan positif. Selon un communiqué du département du chef du gouvernement, quelque

des candidatures et des contrats de travail, le dispositif Awrach a été initié par le gouvernement Akhannouch en faveur des personnes ayant perdu leur travail à cause de la pandémie du Covid-19 et celles ayant des difficultés d'accéder au



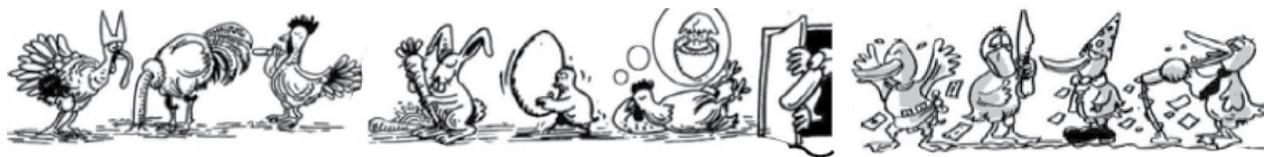
**Awrach fait partie des réalisations-phare du gouvernement Akhannouch.**

103.599 porteurs de projets ont bénéficié de ce dispositif dont 30% de femmes. Les bons résultats du programme ont été actés lors des travaux de son comité stratégique, réuni lundi 13 février à Rabat sous la présidence de Aziz Akhannouch, qui a également planché sur le phase II du programme. Conclut par des associations, des coopératives et des entreprises, à travers

marché du travail, sans conditions d'éligibilité. Awrach a fait beaucoup de bien à cette catégorie de la population victime de la crise sanitaire en lui assurant un revenu mensuel fut-il à titre temporaire dans divers chantiers publics. Tout au long de la période de sa mise en œuvre en 2022 et 2023, le dispositif a été dimensionné pour la création de 250.00 emplois directs.



## Le Maigret du CANARD



### Produits agricoles

# Les intermédiaires font la loi

L'escalade vertigineuse des prix des produits agricoles dans les marchés est plus la résultante d'une multiplicité des intermédiaires que d'une quelconque loi de l'offre et de la demande ou d'un jeu de la concurrence. Il est temps d'en finir avec ces rentiers nuisibles par la modernisation et la transparence des circuits de commercialisation.

#### Jamil Manar

**A**u Maroc, l'inflation galopante est venue se greffer sur un phénomène bien de chez nous, la multiplicité des intermédiaires. Sous les effets croisés de ces deux problèmes aggravés par la faiblesse de l'offre en légumes et viandes rouges pour des raisons plus ou moins objectives, le panier de la ménagère a flambé au-delà du supportable. Du coup, la pitance quotidienne, tournant essentiellement pour la population des smicards et autres démunis autour d'un tajine aux légumes avec un morceau de viande, devient hors de portée. Pour désamorcer la colère sociale qui commence à couver, le chef du gouvernement a appelé, jeudi 9 février, ses ministres à descendre sur le terrain afin de «lutter contre la spéculation» et traquer les pratiques «opportunistes». Ce qui a permis à la non moins très chère télé de Laraïchi de diffuser les images d'une armada de contrôleurs se livrant au contrôle des prix des principales denrées alimentaires dans nombre de marchés et souks de plusieurs villes. Pour les sceptiques, cette séquence relève de la pure consommation médiatique, visant à montrer que les pouvoirs publics agissent contre les coupables et veillent au grain. Au fait, sur quelle base légale et transparente, ces contrôleurs peuvent-ils prétendre

faire objectivement leur travail alors les marchands de fruits et légumes et autres denrées alimentaires travaillent dans l'informel ? Comment définir le juste prix de vente au public sans facturation, qui permet de connaître le prix d'achat, le coût de revient d'une marchandise et de savoir si tel ou tel commerçant gonfle ses marges au-delà du raisonnable ?

La mission des services de la division des affaires économiques rattachés aux préfectures, dont l'action est au demeurant souvent occasionnelle, ne saurait être efficace que si elle s'inscrit dans la régulation des marchés sous l'angle concurrentiel. Or, l'absence de concurrence est la caractéristique première des marchés traditionnels de divers produits alimentaires. Les commerçants fixent le prix de vente en fonction de plusieurs paramètres qui ne sont pas les mêmes pour tout le monde. C'est sur ce circuit opaque, toléré par les autorités, qu'a prospéré la mafia des intermédiaires. Celle-ci s'est toujours invitée au festin pour dévorer au quotidien le pouvoir d'achat des Marocains en réalisant des marges considérables. Qu'il s'agisse des fruits, légumes, poissons et viandes blanches, ces rentiers s'enrichissent de manière indue sur le dos à la fois des producteurs et des consommateurs. Les bénéfices réalisés, qui échappent en plus au fisc, peuvent se justifier à la rigueur si



Repenser en profondeur les circuits de commercialisation des fruits et légumes...

les intéressés agissaient en entreprises avec des salariés et des charges ou si leurs gains venaient récompenser des efforts de valorisation, d'investissement et d'innovation.

#### Opportunistes

Ces opportunistes agissent à titre personnel ni employés ni dépenses- et gagnent beaucoup d'argent sur des denrées qui sont des biens de consommation à l'état naturel, issus directement des champs. Bien plus surprenant encore est la passivité chronique des pouvoirs publics face à un fléau connu qui menace la paix sociale du fait de la vie de plus en plus chère pour le citoyen lambda pour qui la pitance quotidienne de base, entre pression inflationniste et jeu néfaste des intermédiaires, est devenue très difficile à assurer. Est-ce une fatalité aussi de subir en permanence dans ce pays la loi de ces opportunistes, désignés par la vox populi par les "Chennakas" en référence à ces revendeurs ruraux qui dans les souks aux ovins tiennent les moutons par le collier ? N'existe pas d'alternative à mettre en œuvre pour réduire la chaîne des intermédiaires entre le producteur et le consommateur ? La meilleure réponse au renchérissement alimentaire, provoquée en grande partie par ce service d'inter-

médiation nuisible et illégal, est offerte par les circuits courts, définis comme «un mode de commercialisation des produits agricoles qui s'exerce soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte à condition qu'il n'y ait qu'un seul intermédiaire». Ce dispositif qui a fait ses preuves sous d'autres cieux peut parfaitement émerger dans le contexte national, à la faveur de cette hausse des prix vertigineuse des produits alimentaires de base produits localement. Un tel dispositif gagnant-gagnant car bâti sur une relation transparente entre le vendeur et l'acheteur, n'a que des avantages : il permet d'un côté au producteur agricole ou avicole de vendre sa marchandise au juste prix, et au consommateur de s'approvisionner à des tarifs raisonnables, de l'autre. En attendant le sursaut, force est de constater que le système agricole marocain ne protège pas assez les petits producteurs tournés vers le marché local qui sont livrés constamment à la mafia des intermédiaires et autres spéculateurs. Tous comptes faits, ce sont les vrais profiteurs qui, crise ou pas, sucent le sang des paysans et des consommateurs. Cette situation est d'autant plus injuste et scandaleuse que ces rentiers n'apportent aucune valeur ajoutée sur la chaîne de commercialisation. ▀

DES BALLONS CHINOIS EN PAGAILLE DANS LE CIEL AMÉRICAIN  
REGARDE LÀ-HAUT, C'EST QUOI CES OBJETS VOLANTS ? DES OVNIS ?





## Le Maigret du CANARD



### Relance de la cession de la raffinerie en faillite

# Dernier espoir avant la casse ?

Et c'est reparti pour un tour ! La Samir sera de nouveau soumise à la vente aux enchères après la première tentative infructueuse lancée en 2017. Pour cette opération de la dernière chance, un deuxième échec n'est pas à exclure. Voici pourquoi.

#### Saliha Toumi

Les candidats potentiels ont jusqu'au 8 mars pour se manifester et déposer leur offre auprès du syndic judiciaire Abdelkebir Safadi qui avait annoncé la bonne nouvelle de l'année début janvier 2023 !

La relance de l'opération de cession du raffineur de Mohammedia intervient dans un contexte particulier marqué toujours par la hausse des prix des carburants à la pompe, provoquée en grande partie par la guerre en Ukraine. Ce renchérissement sans précédent a suscité un mécontentement général de la population et permis au Front national pour le sauvetage de la Samir de donner de la voix en réclamant de nouveau la reprise de l'activité du raffinage de la Samir. Argument avancé : Les marges de raffinage issues de produits localement traités seraient moins élevées que les produits finis importés par les distributeurs de l'étranger. Ce qui se traduirait par une baisse oscillant entre 1,50 voire 2 DH le litre dans les stations-service. Les Marocains payent à la pompe les coûts élevés et du raffinage et du fret, et la

douloureuse aurait été certainement moins pénible si la Samir était toujours en service, avait martelé le chef de ce Front El Houssine El Yamani. Ce scénario, qui semble aujourd'hui le plus avantageux sur le papier pour le consommateur, est mort et enterré. La deuxième tentative sera peut-être fructueuse ? Le prix d'ouverture fixé à 21,46 milliards de DH laisse entendre que la Samir, pompée jusqu'à la moelle par son principal actionnaire, le saoudien Mohamed Cheikh Al Amoudi, reste une belle affaire qui ferait bousculer les repreneurs potentiels au portillon. Opportunité de rattrapage à saisir donc par les investisseurs étrangers qui il y a 6 ans ont péché par manque de flair... Mais qu'est ce qui a changé depuis cette époque à aujourd'hui pour que l'entreprise en faillite à fourguer, à l'arrêt depuis 2015 et dont la mise en liquidation a été ordonnée par la justice une année plus tard, suscite un regain de désintérêt pardon d'intérêt ? Pas grand-chose, sauf le prolongement du délai de grâce au profit ou au détriment de l'outil industriel afin qu'il s'enfonçe encore davantage dans le pourrissement hautement domma-

geable pour son redémarrage, le moment venu... Ce moment a-t-il une réelle chance de pointer son nez ou bien ? La ministre de la Transition énergétique et du Développement durable la très versatile Leila Benali a-t-elle jugé opportun de remettre ça, persuadé que la Samir a encore malgré les outrages du temps de beaux restes susceptibles de séduire ? Or, en pleine envolée des prix des carburants à la pompe et le concert des protestations qui l'avait accompagné, la ministre avait dans un premier temps déclaré le 29 juin 2022 sur 2M que le Maroc n'avait pas besoin d'une raffinerie de pétrole, arguant que « les techniques de raffinage ont changé, et qu'il ne s'agit plus des mêmes processus adoptés dans les années 70 ». Puis, elle se rétracte le 19 juillet de la même année devant les députés en soutenant qu'elle n'avait jamais dit cela.

#### Cheval de bataille

Pour elle, la Samir en faillite est devenue comme par magie un dossier d'investissement qui doit être traité « de manière raisonnable, avec la nécessité de développer une vision claire en matière de gestion et de prise en compte des intérêts de l'État marocain comme investisseur potentiel, de la main-d'œuvre de la société et des habitants de la ville de Mohammedia ». La relance de la cession de la Samir par le tribunal de commerce de Casablanca sonne comme une liquidation de cette option avant même d'avoir connu le moindre début de déploiement ! Extraordinaire Mme Benali qui a du mal à rester sur une seule ligne, visiblement bousculée par des enjeux qui la dépassent.

Retour donc au feuilleton de la cession ayant l'avantage de plaire au syndicat de la Samir qui a fait de la reprise de l'activité du raffineur son principal cheval de bataille.

Juste de la surenchère syndicale car la perspective d'un retour de la Samir sur le marché du raffinage ressemble à un beau mirage. « On ne redémarre pas une raffinerie dont les machines



Leila Benali, Ministre de la Transition Énergétique et du Développement Durable.

sont à l'arrêt depuis 2015 comme on redémarre un moteur en mal d'entretien », explique un connaisseur du secteur, pétrolier sans oublier, ajoutait-il, les contraintes et les fluctuations inhérentes à l'activité du raffinage en interne et à l'international.

Un autre expert abonde dans le même sens en expliquant que le redémarrage des installations de la Samir est une gageure car il faut plusieurs milliards de DH pour redresser l'outil de production complètement et surtout trouver des clients à une Samir qui n'en a pratiquement plus depuis que les distributeurs locaux s'approvisionnent eux-mêmes sur le marché international.

On se dirige vers un deuxième échec programmé de la vente de la société au terme duquel le Front pro-Samir dirigé ne pourra plus soutenir le projet très hypothétique de la reprise. Cette seconde tentative que les experts savent d'avance condamnée à l'échec serait donc la dernière étape avant d'envisager le seul scénario plausible qui reste sur la table : le démantèlement de la boîte vidée de toute son essence et la revente de ses équipements en pièces détachées qui iraient alimenter l'économie circulaire.

Quel projet de reconversion de la Samir ? Le Canard avait défendu en 2016 sur ces mêmes colonnes l'idée d'une station balnéaire sur toute la côte de Mohammedia incluant également le site actuel de la SNEP et autres sociétés dont les plateformes de production pourraient être délocalisées à Jorf Lasfar à El Jadida. L'ancienne cité des fleurs, défigurée par un urbanisme chaotique, pourrait retrouver son éclat d'antan en devenant un espace de la villégiature balnéaire pour les touristes locaux et étrangers. ▀

#### SÉISME TURQUIE-SYRIE : LA CARICATURE HAINELISE DE CHARLIE HEBDO INSPIRE LE CANARD LIBÉRÉ

LA HAINE DES MUSULMANS NOUS TUE...





## Le Maigret du CANARD



### Souss-Massa

# Une appellation territoriale qui pénalise Agadir

L'incorporation du nom Agadir en début de l'appellation territoriale de la région désignée sous la dénomination Souss-Massa est capitale pour la visibilité touristique de la ville. Le ministre de l'Intérieur, lui, ne l'entend pas de cette oreille. Explications.

#### Ahmed Zoubair

L'appellation territoriale Souss-Massa serait-elle un frein objectif à la promotion touristique d'Agadir à l'international ? Oui, répondent à l'unisson les professionnels du secteur de la ville. Ils ne sont pas les seuls à le penser. Les élus locaux aussi. Conseillers communaux comme députés. Le problème a fait l'objet d'une question écrite adressée par la parlementaire PJD d'Agadir Naima Fathaoui au ministre de l'Intérieur. A sa demande de réviser le nom Souss-Massa en lui adjoignant Agadir en début de l'appellation, Abdelouafi Laftit a répondu, en homme direct et réactif qui n'y va pas par quatre chemins, par une correspondance écrite datée de juin 2022 où il lui a opposé un gentil niet. Argument avancé : L'opération des dénominations des régions s'est faite sur la base des conclusions et les recommandations consignées dans le rapport de la commission consultative de la régionalisation préparé par cette dernière après une série de concertation avec les partis politiques, les corps élus, les acteurs de la société civile et un aréopage de chercheurs et d'experts. Autrement dit, circulez, il n'y a rien à revoir, cingle M. Laftit dont le raidissement sur ce dossier est a priori incompréhensible. Il est vrai, comme il l'a expliqué dans sa lettre, que les forces vives de la région ont péché sur cet aspect par un manque de vigilance. Mais il n'est jamais trop tard pour rectifier le tir surtout lorsqu'il s'agit d'un



Abdelouafi Laftit face à une doléance juste...

ajout qui ne bouleverse en rien la structure de l'appellation, un petit réglage de forme mais qui revêt une grande importance pour le développement touristique d'une région majeure et stratégique dont la capitale, Agadir, déploie des efforts considérables pour retrouver son éclat touristique de naguère. Incorporer Agadir dans son appellation régionale ne serait que justice puisque la majorité des dénominations des autres grandes régions commencent par les noms de leurs chefs lieu : Marrakech-Safi, Casablanca-Settat, Fès-Meknès Tanger-Tétouan-Al Hoceima. Beni-Mellal-Khenifra, Dakhla-Oued Ed-dahab, Laayoune-Sakia El Hamra... Et

puis, les noms des régions en général ne sont pas gravés dans le marbre de la sacralité. Ils peuvent être sujets à réaménagement si la revendication est portée par l'ensemble des acteurs d'une ville. Et last but not least, l'abréviation en trois lettres d'Agadir Souss-Massa (ASM) sonne mieux que celle de Souss-Massa (SM) qui peut en revanche prêter à certaines confusions très peu flatteuses. C'est pour cela qu'une autre députée, cette fois-ci du RNI, Zina Idhli, revient à la charge dans une correspondance écrite en date du 19 janvier 2023 où elle interpelle le ministre «sur la possibilité d'adopter l'appellation Agadir-Souss-Massa» au lieu de la dénomination actuelle Souss-Massa.

#### «La région d'Agadir»

En guise d'arguments, l'élue met l'accent sur la notoriété d'Agadir comme « mot-clé » pour la promotion non seulement de la ville en tant que porte d'entrée mais aussi des autres composantes de son arrière-pays touristiquement riche (Tiznit, Tata, Taroudant, Chtouka-Ait Baha qui forment les provinces de Souss-Massa). Ce qui peut de prime abord apparaître comme un détail insignifiant ou un caprice d'élus est en vérité une réclamation qui découle d'une nécessité impérieuse pour que Agadir en tant que chef-lieu retrouve sa place dans l'appellation territoriale de la région. Ce n'est pas normal que le nom d'Agadir soit absent de la dénomination territoriale réduite à deux vocables (Souss et Massa) qui n'évoquent

pas grand-chose pour le touriste étranger lambda et même pour nombre de TO. A l'heure du tourisme digital, Agadir n'est pas un vain mot. Bien au contraire... «Il nous est apparu environ une décennie après son entrée en vigueur que la dénomination Souss-Massa n'est pas un atout pour le développement touristique d'Agadir et de toute la région», explique un opérateur hôtelier local.

«Souss-Massa est une appellation quelque peu réductrice qui handicape nos efforts de promotion d'Agadir et de toute la région», renchérit un agent de voyages. En un mot comme en mille, Agadir-Souss-Massa est plus vendeur que Souss-Massa seul. Alors, M. Laftit, rendez Agadir à sa région. Cela ne vous coûte rien mais peut coûter à la ville en termes de visibilité sur les marchés émetteurs de tourisme. « Il est inconcevable qu'en dépit de la centralité géographique de la Région d'Agadir, en dépit de ses ressources, de ses potentialités, certaines infrastructures de base s'arrêtent à la hauteur de Marrakech», avait déclaré en 2019 S.M le Roi Mohammed VI dans son discours à l'occasion du 44ème anniversaire de la Marche verte. Le souverain, qui nourrit d'immenses desseins pour Agadir où il a lancé en 2020 une série de projets structurants dont la déclinaison régionale du programme d'accélération industrielle et le programme de mise à niveau urbaine de la ville, a bel et bien parlé de «la région d'Agadir» et non de «Souss-Massa». Tout un symbole qui porte ici toute sa signification. ▀

### Le Roi Mohammed VI chez Ali Bongo

## Maroc-Gabon : Une relation forte et fertile

Le roi Mohammed VI a eu mercredi 14 février au Palais Présidentiel à Libreville, un entretien avec le président gabonais Ali Bongo. Cet entretien, élargi par la suite au ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita, à la ministre déléguée auprès du ministre gabonais des Affaires étrangères, Yolande

Nyonda et au secrétaire général de la présidence de la République du Gabon, Jean-Yves Teale, a été l'occasion de souligner l'importance des relations profondes, riches et solidement ancrées entre les deux pays ainsi que les liens forts de fraternité et de solidarité entre les deux peuples. Au cours de leur entretien, le roi et le président gabonais ont passé en revue l'état du Partenariat bilatéral dans

tous les domaines. Par la suite, le roi Mohammed VI a procédé, en présence du président gabonais, à la remise d'un don de 2.000 tonnes de fertilisants. Cette action de solidarité s'inscrit dans le cadre de la sollicitude du Royaume du Maroc à l'égard des agriculteurs gabonais, notamment dans le contexte actuel, marqué par la crise alimentaire mondiale et les difficultés d'approvisionnement en engrais.



Le Roi Mohammed VI et Ali Bongo.



## Bec et ONGLES



**Mohamed Sadiki, ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et forêts**

# « Le temps des coûts de food »

Une équipe du Canard a été reçue dans un champ dégarni par le ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et forêts Mohamed Sadiki ...

Votre ministère est au cœur du problème de la flambée infernale des prix des légumes et des viandes rouges. C'est la faute à qui selon vous ?

C'est la faute à personne si on veut botter en touche. Si on cherche à diluer la responsabilité, j'accuserai le climat dans toute sa diversité complexe: pluviométrique, glacial, géopolitique, guerrière, diplomatique, inflationniste et logistique... Tous ces climats conjugués les uns aux autres ont déployé un appétit impitoyablement très dévorant.

Mais cette cherté excessive a dévoré les couches démunies au point qu'elles ne mangent même plus à leur faim comme avant... Cela ne vous touche-t-il pas ?

Je sais que manger aujourd'hui au Maroc coûte beaucoup de blé. Le tajine, naguère accessible aux défavorisés, est en train de devenir un repas de luxe même pour la classe moyenne. J'invite

les masses des pauvres à s'adapter en faisant preuve d'imagination pour trouver des solutions alternatives...

Comme quoi par exemple ?

Sauter des repas. Manger deux fois par jour. En clair, réduire leur consommation quotidienne en observant le jeûne intermittent qui permet en plus de rester en bonne santé et de perdre des kilos superflus pour les gens en surpoids.

Sans blague, le jeûne intermittent est selon vous la parade contre la vie chère, sachant que pendant le Ramadan le Marocain mange trois fois plus qu'en temps normal en l'espace de quelques heures ?

Je suis sérieux et j'invite la population qui veut préserver son pouvoir d'achat et à ménager sa santé à manger moins et travailler plus. Je ne vois pas d'autre recette pour le moment pour

affronter ces énormes coûts de food.

Comment se fait-il que le Maroc a été obligé de devant la pénurie qui frappe le secteur des viandes rouges dont le prix a atteint des sommets d'importer dans l'urgence des bovins du Brésil et de l'Uruguay ?

Franchement, je n'ai pas vu ce coup de vache venir, pris que j'étais dans la routine ministérielle et les faux problèmes. Ajoutez à cela le fait que mon métier de ministre ce n'est pas de la tarte...

Devant tant de ratages, la question se pose: sommes-nous finalement autosuffisants en matière alimentaire ?

Vaste et complexe question que je dois inscrire au menu... de la prochaine réunion. Prions pour que l'addition ne soit pas davantage salée. ▶

## Coopération électrique L'ONEE au service des Comores

Le directeur général de l'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE), Monsieur Abderrahim El Hafidi, a été reçu le 9 février 2023 par le président comorien Azali Assoumani. Cette audience s'inscrit dans le cadre de la coopération entre le Maroc et les Comores dans le secteur de l'énergie électrique. L'union des Comores a lancé, en 2018, le Plan Comores Emergent 2030 (PCE), un programme structurant pour tous les secteurs économiques du pays. Le Maroc avait pris l'engagement lors de la conférence des partenaires en 2019 d'accompagner ce pays ami dans la mise en œuvre de sa stratégie. C'est dans ce cadre que le patron de l'ONEE a conduit, à la demande des autorités comoriennes, une équipe d'experts à la capitale Moroni. Avec comme mission de recueillir auprès de ses interlocuteurs, les besoins du pays



Le directeur général de l'ONEE aux côtés du président comorien.

en électricité pour pouvoir établir ensuite un diagnostic préliminaire du système électrique et des infrastructures de production. A cette occasion, M. El Hafidi a eu des séances de travail avec différents

ministres et responsables comoriens dont son homologue de la Société Nationale d'Électricité de l'Union des Comores (Sonelec) et ses équipes. L'hôte des Comores a également effectué, en compagnie

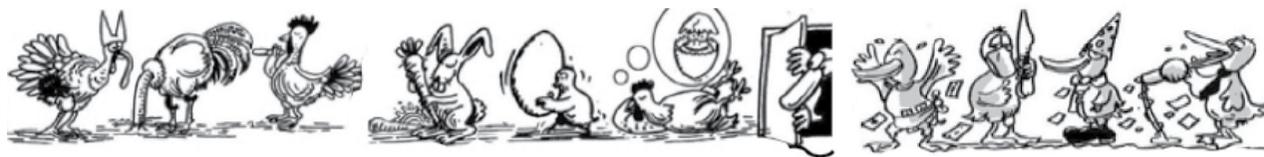
des experts de l'Office, des visites pour s'enquérir de l'état du système électrique Comorien. La coopération entre les deux pays a été sanctionnée par une convention cadre

signée entre SONELEC et l'ONEE, qui servira de cadre d'échanges et de partage d'expertise et d'expérience dans le domaine électrique.





## Contribution



### Décarbonation

# Le plaidoyer d'un expert marocain dans Forbes Magazine

Par **Mohammed El Kettani** \*

Expert international en matière de développement durable et d'innovation, Mohamed El Kettani a publié dans le magazine Forbes du 23 janvier 2023 une contribution instructive sur les défis posés par la décarbonation au secteur industriel dans toute sa diversité. Vu son intérêt et les enjeux qu'elle aborde, Le Canard Libéré a décidé de la faire partager avec ses lecteurs.

**N**ous pénétrons dans une époque critique du 21ème siècle marquée par des désordres moraux, socio-économiques et écologiques. En particulier, le secteur industriel, inhérent à l'activité humaine, est traversé par des instabilités et des mutations considérables. Actuellement, des pans entiers de l'industrie font face à des menaces climatiques destructrices. Ce qui indique que les recettes du passé ne sont plus concluantes pour fabriquer le nouveau monde durable que nous souhaitons. C'est la raison pour laquelle, il nous faut regarder le sujet en face, sans fuir les vraies problématiques qui freinent la croissance soutenable de l'appareil productif.

### Normes claires

Dans la suite de rupture des chaînes de valeur mondiales et de tensions accrues sur les ressources, il a été démontré qu'il est vital de pousser vers des alternatives probantes pour construire une véritable souveraineté industrielle. Cette refondation passe par la décarbonation structurelle de nos industries, qui est de toute évidence conditionnée à la clarté de la vision politique, l'agilité du secteur privé, la contribution active des prospectivistes à la définition d'une politique anticipatrice et l'investissement dans les technologies futuristes. Il faudrait notamment promouvoir l'innovation collaborative et sociale pour développer des solutions sur mesure et adaptées aux besoins des industriels en vue de satisfaire les attentes évolutives des consommateurs. Dans l'objectif de faire ressentir l'impact sur le terrain par les forces vives, il convient de repenser le modèle industriel, en insufflant une dynamique réformatrice et créatrice de valeur au lieu de faire supporter aux systèmes en place des mesures réparatrices souvent imposées brutalement et sans aucune concertation. Il est absolument central de sortir d'une logique d'accaparement de la question climatique par les politiques pour la rendre plus accessible aux citoyens.

En clair, il faut savoir manier verticalité et horizontalité dans l'action publique face au changement climatique. C'est en adoptant cette approche renouvelée et démocratique, que l'écologie positive prendra le pas sur l'écologie punitive. Il s'agit vraiment du cœur de la vie des populations et non pas uniquement d'un sujet exclusivement technique réservé aux seuls experts hautement qualifiés.

Il est certain qu'aucune industrie ne sera exempte de profonds changements dans la nature des produits et services qu'elle génère. Naturellement, l'industrie lourde comme l'aluminium, l'acier et le ciment, trop gourmande en énergie, est responsable d'un grand volume d'émissions mondiales et doit s'insérer davantage dans les transformations durables. Pour y parvenir, l'écosystème mondial a besoin de normes claires pouvant renforcer l'invention de produits à faible teneur en carbone tout en maintenant la compétitivité économique. Dans ce sens, l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) a rassemblé les gouvernements et le secteur privé via « l'Industrial Deep Decarbonization Initiative » en vue de déclencher un marché d'avenir autour des matériaux à faibles émissions de carbone.

Convaincu de l'impact du green Business, le leader du monde de la construction LafargeHolcim a fixé des objectifs pragmatiques de réduction de son empreinte carbone et s'active sur tous les fronts pour transformer son modèle de production en embarquant l'industrie cimentière dans cet élan. De manière significative, cet acteur pionnier investit dans la recherche de solutions moins émissives et promeut la circularité en privilégiant le béton bas carbone tels que ECOPact et Susteneo. En outre, le Groupe participe à la plateformes des démarches de décarbonation via Decarb connect conçue par un consortium d'industriels modernistes.

Pour chaque pays, le sujet de l'énergie constitue une priorité absolue. En revanche, le passage aux énergies renouvelables ne résout qu'une fraction



L'avenir de l'industrie passe par la décarbonation.

des émissions industrielles. C'est pourquoi, il paraît hautement stratégique de miser sur une large diversité de technologies propres pouvant réduire drastiquement les émissions de l'industrie, à l'instar des technologies de Capture, Utilisation et Stockage du Carbone (CCUS) qui méritent d'être intensifiées sur le marché international. En d'autres termes, la recherche, le développement et la démonstration (RD&D) sont des leviers puissants pour mettre sur pied de nouvelles options de décarbonation.

### Leader mondial

Dans ce domaine, il est crucial de s'outiller en laboratoires de classe mondiale pour rivaliser avec des compétiteurs de haut rang qui font bouger les lignes à l'image du Centre pour l'Électrification et la Décarbonation de l'Industrie (CEDI) du Massachusetts Institute of Technology – MIT, agglomérant des chercheurs de premier plan pour imaginer des solutions d'énergie novatrices à même de changer structurellement la donne et d'abattre les barrières de la décarbonation. Point intéressant,

l'industrie de l'hydrogène vert connaît d'importantes avancées et absorbe des innovations technologiques en électrolyseurs et piles à combustibles qui permettent de gérer l'intermittence des énergies renouvelables. Au moment où la préoccupation concernant l'état de notre planète devient grandissante, tous les pays accélèrent la prise en compte des accords internationaux dans les plans d'action nationaux. Dans cette lignée, le fonds de décarbonation de l'industrie de 70 millions de dollars déployé par la Nouvelle-Zélande, a vocation à fortifier l'économie et à créer des emplois qualitatifs et durables. L'élément structurant de ce soutien financier réside dans la valorisation de la chaleur des procédés industriels qui joue un rôle moteur dans l'amélioration de l'efficacité énergétique globale. En cohérence avec la politique de transition durable du Maroc remarquablement portée par le Roi Mohammed VI, le groupe OCP a officialisé le lancement du programme d'investissement vert de l'ordre de 13 milliards d'euros pour la période 2023 – 2027, et réaffirme ainsi ses engagements phares pour l'atteinte



# Le Maigret du CANARD



de la neutralité carbone avant 2040. Ce projet de renaissance industrielle accorde une place particulière à l'ensemble de l'écosystème, et favorise une fertilisation de précision ajustée aux spécificités locales grâce à l'intelligence artificielle et l'innovation avec le concours l'UM6P. Clairement, la dynamique du leader mondial de la production de phosphate gravite autour de la massification des énergies renouvelables qui vont permettre aux technologies de l'hydrogène vert de s'émanciper et d'ouvrir de facto la voie à la production d'ammoniac décarbonné et compétitif. Il est par ailleurs indispensable de collaborer avec des partenaires robustes sur un tel gisement de croissance durable. Sur ce registre, le positionnement du Groupe Norvégien Yara International est exceptionnel du fait de l'adoption d'une approche holistique via sa nouvelle unité agrégatrice Yara Clean Ammonia. Audacieusement innovant, le groupe OCP se met en ordre de bataille pour profiter du plus haut degré de performances durables et se transmuter progressivement en entreprise régénérative. L'Europe a bâti un cadre institutionnel et des mécanismes de financement intelligents à l'image des contrats carbone pour différence (CCPD), qui appuient la démocratisation des technologies industrielles à faibles émissions et l'utilisation de l'hydrogène propre dans la volonté d'offrir aux investisseurs un environnement propice à la décarbonation de l'ensemble des systèmes industriels européens. Il est clair que les réformes volontaristes de la commission européenne influencent considérablement le modèle industriel français.

## Dérégulations

Dans le prolongement de cette politique, le plan France 2030 imaginé par le gouvernement alloue environ 6 milliards d'euros à la décarbonation de l'industrie via le financement des innovations bas carbone et l'octroi d'aides directes aux opérateurs pour se conformer aux règles et normes européennes.

Outre atlantique, le Département de l'énergie des Etats-Unis (DOE) a construit une feuille de route qui représente la vision de l'administration américaine en matière de décarbonation industrielle. Ce projet long-termiste qui se veut stimulant pour l'économie, concerne prioritairement les industries chimiques, le raffinage pétrolier, le ciment, l'agroalimentaire et la production d'acier. En raison des complexités des procédés, chacune de ces industries exige une approche spécifique et multifactorielle. Pour garantir la réussite de cette impulsion, les autorités misent sur une forte implication des parties prenantes, une administration plus souple et un paquet de mesures fiscales incitatives. D'autant plus que ces changements transformationnels sont renforcés par la loi « Inflation Reduction Act » votée par le congrès américain, et qui prévoit 370 milliards de dollars d'investissement dans des secteurs d'avenir avantageant le « Made In America » comme les énergies renouvelables, l'électrification industrielle, le véhicule du futur et l'agriculture durable. A travers la réforme du crédit 45Q et la généralisation des démonstrations grandeur nature englobées dans ce nouveau plan, les technologies de rupture relatives notamment au captage de carbone vont être boostées pour installer un marché solide. Notamment, cette stratégie globalisante est soutenue puissamment par le président Joe Biden, et devra faire progresser les indicateurs et les objectifs climatiques mondiaux. Parmi les pays innovants dans le domaine de la décarbonation

des systèmes productifs, on retrouve Singapour qui se distingue par un arsenal d'actions emblématiques. Le caractère visionnaire de cette cité-Etat a encore une fois été confirmé au travers le lancement de Temasek. Ce fonds souverain a élaboré la plateforme GenZero, destinée au financement et à l'accompagnement de projets industriels durables de par le monde, en priorisant l'investissement dans les technologies de pointe et protectrices de la nature dans la perspective de générer un impact positif sur la planète. Réellement, une large part de la croissance industrielle au niveau mondial est corrélée à l'exploitation des ressources naturelles. En quelques années, notre système climatique a subi des dérégulations en raison d'une mauvaise gestion du capital naturel, qui gagnerait à être mieux intégré dans les stratégies d'une industrie plus circulaire alliant productivité et soutenabilité. Comme réponse à cet enjeu central, « l'Initiative Taskforce on Nature-related Financial Disclosures » (TNFD) apporte un socle méthodologique précieux pour les acteurs financiers et opérateurs économiques en matière de prise en compte des risques afférents à la nature. En parallèle, la « Biodiversity Finance Initiative » (BIOFIN) assiste les gouvernements dans le processus de mobilisation des financements pour la protection des écosystèmes et de la biodiversité notamment dans les pays en développement, au service d'une planète plus juste. Notoirement, les déclinaisons opérationnelles de cet instrument vertueux se sont amplifiées, comme le Canada qui a annoncé une aide financière d'un montant de 255 millions de dollars en faveur de projets vivifiants dont la stratégie forestière au Maroc. Il est sans doute temps d'accélérer la transition bas-carbone à une plus grande échelle car la politique des petits pas n'est plus tenable au vu des conséquences écologiques perceptibles du secteur industriel. D'autant plus que les scientifiques du GIEC tirent la sonnette d'alarme et mettent en avant l'urgence d'emprunter un autre chemin pour préserver les équilibres planétaires. Pour donner corps aux engagements des entreprises et valoriser leur différentes stratégies de décarbonation, il existe des démarches de labélisation à l'instar de « la Science Based Targets Initiative », qui a lancé le référentiel Net Zéro aidant les groupes industriels à définir des objectifs fondés sur la science, pour réduire profondément leurs émissions sur l'ensemble de la chaîne de valeur, tout en clarifiant les pistes crédibles de compensation carbone. Connaissant un succès croissant auprès des organisations, ce cadre d'action organise la construction d'une trajectoire carbone évaluable et alignée sur les plus hautes exigences fixées par l'Accord de Paris sur le changement climatique. Enfin, en combinant progrès industriels et valeurs climatiques, notre appareil productif est en capacité de se transformer pour capturer de nouvelles poches de croissance dans les années à venir. Sur le fondement de ce mouvement inclusif, les opérateurs industriels doivent parvenir à convertir l'impératif de la décarbonation en opportunités de reconquête industrielle. Pour l'essentiel, il importe de former un programme mixte de changement systémique centré sur l'accélération technologique, la redéfinition du modèle d'affaires et l'affleurement d'un réseau de valeur. Graduellement, la réunion de ces trois paramètres aboutira à l'ancrage des meilleures pratiques industrielles. ▀

**\*Expert international  
Sustainability &  
Innovation**

## Séisme La Turquie et la Syrie n'arrêtent pas de compter leurs morts

Le bilan du séisme dévastateur qui a frappé le 6 février la Turquie et la Syrie s'alourdit de jour en jour au rythme de personnes sorties vivantes de sous les décombres. Alors que les autorités ont dénombré 39 106 morts, dont 35 418 dans le sud de la Turquie et 3 688 en Syrie, le nombre de morts pourrait facilement dépasser les 40 000. Devant l'ampleur incroyable des dégâts et les images tristes des rescapés en détresse qui ont tout perdu, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a exhorté tous les Etats membres à fournir « sans délai » près de 400 millions de dollars pour garantir « une aide humanitaire dont près de cinq millions de Syriens ont désespérément besoin ». Les survivants ont besoin d'urgence « des abris, des soins médicaux, de la nourriture » pour trois mois. M. Guterres a indiqué qu'il

lancerait dans les jours à venir un appel similaire en faveur de la Turquie.

« Les besoins sont immenses » et « nous savons tous que l'aide qui sauve des vies n'entre pas à la vitesse et à l'échelle nécessaires », a insisté le secrétaire général. « Une semaine après les séismes dévastateurs, des millions de personnes à travers la région luttent pour survivre, sans abri et confrontés à des températures glaciales », a-t-il ajouté. « Nous sommes les témoins de la pire catastrophe naturelle dans la région de l'OMS Europe en un siècle et nous sommes toujours en train d'en mesurer l'ampleur », a constaté pour sa part un responsable de l'OMS. Reconstruire ce qui a été détruit, les bâtiments, les infrastructures et surtout les vies sauvées, prendra nécessairement beaucoup de temps.

## Tanger se réapproprie le Grand Théâtre Cervantès

Résultat de l'excellence du partenariat liant le Maroc à l'Espagne à l'occasion de la dernière réunion de haut niveau entre les deux pays à Rabat, la cession à titre de don du « gran teatro Cervantes », le Grand Théâtre Cervantès de Tanger au Maroc, confirme solennellement ces retrouvailles. Laissé à l'abandon depuis 1974, ce bâtiment historique, construit entre 1911 et 1913 par l'architecte espagnol Diego Jiménez Armstrong, sera restauré aux frais du Maroc après la publication, samedi, d'une ordonnance officialisant cette donation au bulletin officiel de l'Etat espagnol. En vertu de cette ordonnance, le Maroc s'engage à restaurer, conformément à son intention, exprimée en 2019, le

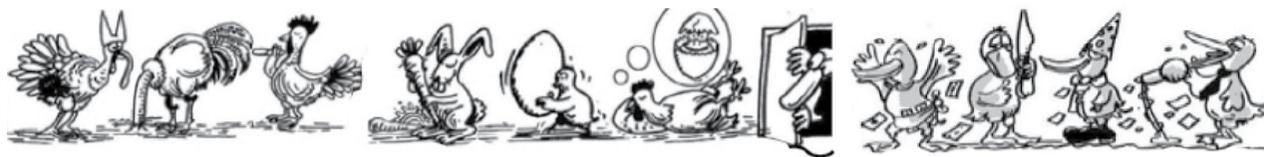
site dans son intégralité, en respectant l'architecture d'origine, tant de la façade que de l'intérieur, et en préservant la conception originelle de l'édifice.

La propriété transférée du Grand Théâtre Cervantès fera partie du « Domaine Privé de l'Etat marocain » et ne pourra pas être transférée à un tiers. Cette cession a été matérialisée par un protocole qui, par sa forme et son contenu, constitue un accord international.

Situé aux alentours de l'ancien port de Tanger reconverti en port de plaisance, le grand théâtre Cervantès de Tanger fait partie des pôles culturels-phare de la Mariée du nord. Sa réhabilitation est un atout de plus dans le nouveau positionnement touristique-culturel de la ville.



# Le MIGRATEUR



## La Russie refuse la paix mais veut parader aux JO...

**L**e ministre russe des Sports, Oleg Matytsin, a déclaré samedi 11 février que les appels des ministres de plus de 30 pays visant à interdire les athlètes russes et biélorusses des Jeux olympiques de 2024 étaient inacceptables, rapporte l'agence de presse TASS. Un groupe de 35 pays, dont les États-Unis, l'Allemagne et l'Australie, va demander l'interdiction des athlètes russes et biélorusses aux Jeux olympiques de 2024, a déclaré vendredi le ministre lituanien des sports, aggravant ainsi l'incertitude concernant les Jeux de Paris.

Cette décision fait monter la pression sur le Comité international olympique (CIO), qui cherche désespérément à éviter que l'événement sportif ne soit déchiré par le conflit qui se déroule en Ukraine. "Il s'agit d'une ingérence directe des ministres dans les activités des organisations sportives internationales indépendantes, d'une tentative de dicter les conditions de participation des athlètes aux compétitions internationales, ce qui est absolument inacceptable", a déclaré M. Matytsin, cité par l'agence TASS. Il a déclaré qu'un boycott violerait



**Oleg Matytsin, ministre des Sports/AP.**

la Charte olympique et que l'inclusion des Russes et des Biélorusses était fondée sur une résolution des Nations unies contre la discrimination au sein du mouvement olympique. "Nous voyons maintenant une volonté non

dissimulée de détruire l'unité du sport international et du mouvement olympique international, de faire du sport un moyen de pression pour résoudre des problèmes politiques", aurait déclaré M. Matytsin. L'agence de presse RIA Novosti a également rapporté que M. Matytsin a qualifié d'"humiliante" la proposition du ministre polonais des sports, Kamil Bortniczuk, de créer une équipe de réfugiés qui comprendrait des dissidents russes et biélorusses. A noter que le CIO a ouvert la porte aux athlètes russes et biélorusses pour concourir en tant que neutres.

## Affaire Bouraoui La France de Macron énerve la junte algérienne

**L**a France poursuivra ses efforts pour renforcer les liens avec l'Algérie, bien qu'Alger ait accusé mercredi 8 février Paris d'avoir orchestré la fuite d'un militant que les autorités algériennes voulaient arrêter, a déclaré le lendemain jeudi le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

L'Algérie a rappelé son ambassadeur à Paris mercredi 8 février après qu'Amira Bouraoui, une militante des droits détenue lors des manifestations du Hirak de 2019 en Algérie et libérée de prison en 2020,

serait passée illégalement en Tunisie après avoir échappé à la surveillance de la justice algérienne, selon des médias algériens et français.

S'adressant aux journalistes, le porte-parole adjoint du ministère français des Affaires étrangères, François Delmas, a refusé de commenter les allégations spécifiques mais a déclaré que Bouraoui, une ressortissante franco-algérienne, bénéficiait de la protection consulaire comme tous les ressortissants français.

La réaction d'Alger pourrait déclencher une nouvelle crise entre les pays après des mois

de relations de plus en plus chaleureuses. Le président français Emmanuel Macron s'est rendu en Algérie l'année dernière, embrassant chaleureusement le président Abdelmadjid Tebboune lors d'un voyage qui semblait tourner une page sur des années de liens difficiles. Le puissant chef militaire algérien, Saïd Chengriha, a récemment passé trois jours à Paris pour discuter de questions militaires, notamment de la région du Sahel en Afrique, et a rencontré Macron. Tebboune devait se rendre à Paris plus tard dans l'année. "Le rappel de l'ambas-

sadeur est une décision algérienne, mais pour nous, nous avons l'intention de continuer à travailler pour approfondir nos relations bilatérales avec un partenariat renouvelé", a déclaré Delmas.

Mme Bouraoui a été arrêtée en Tunisie la semaine dernière et devait faire face à une audience d'extradition, mais le juge a ordonné sa libération et elle a été autorisée à quitter le pays lundi 6 février.

Les médias français ont rapporté que sa libération et son vol vers la France résultaient de la pression diplomatique française sur la Tunisie.

## Guerre en Ukraine Pour le patron de Wagner, la Russie n'est pas encore sortie de l'auberge



**Evgeny Prigozhin, patron du groupe Wagner.**

**L**e chef du groupe de mercenaires russes Wagner a déclaré dans une rare interview qu'il faudrait deux ans à Moscou pour contrôler l'ensemble de deux régions de l'est de l'Ukraine dont la prise est considérée comme un objectif clé de la guerre. Evgeny Prigozhin a déclaré qu'il comprenait le plan de la Russie et qu'elle avait besoin de contrôler entièrement les régions de Donetsk et de Louhansk que Moscou a revendiquées l'année dernière comme des "républiques" de Russie, dans une démarche condamnée par la plupart des pays des Nations unies comme étant illégale. "D'après ce que je comprends, nous devons fermer les républiques de Donetsk et de Louhansk et, en principe, cela conviendra à tout le monde pour le moment", a-t-il déclaré au blogueur militaire russe Semyon Pegov dans une vidéo publiée vendredi.

Il a précisé que cela pourrait prendre de un an et demi à deux ans.

"Si nous devons aller jusqu'au Dnipro, alors cela prendra environ trois ans", a ajouté Prigozhin, faisant référence à une zone plus large qui s'étendrait jusqu'au vaste fleuve Dnipro qui traverse l'Ukraine du nord au sud.



**le Canard Libéré**

Rue Ibnou Katir résidence  
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4  
Maârif - Casablanca -  
Tél : 0522 23 32 93  
Fax : 0522 23 46 78  
E-mail : [contact@lecanardlibere.com](mailto:contact@lecanardlibere.com)  
Site web : [www.lecanardlibere.com](http://www.lecanardlibere.com)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
ET DE LA RÉDACTION

**Abdellah Chankou**  
[a.chankou@lecanardlibere.com](mailto:a.chankou@lecanardlibere.com)

RÉDACTEUR EN CHEF

**Abdellah Chankou**

RÉDACTION

**Jamil Manar**  
**Abdelkarim Chankou**  
**Saliha Toumi**  
**Ahmed Zoubair**

CARICATURES

**Boudali, Zag**

SERVICE COMMERCIAL

**Laila Lamrani Amine**  
**Chaimaa El Omari Naïb**

WEBMASTER

**Larbi Larzaoui**

INFOGRAPHIE

**Yahia Kamal**

LOGISTIQUE

**Youssef Roumadi**

SERVICE COMPTABILITÉ

**Essaadia HAKANI**

Impression

**Maroc Soir**

DISTRIBUTION

**Sapress**

DOSSIER PRESSE

**Aut. 51/06**

DÉPÔT LÉGAL

**2007 / 0025**

ISSN 2028-0416

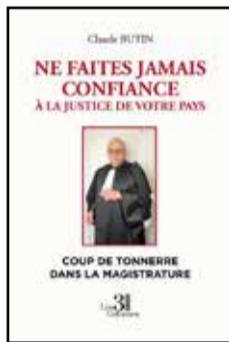


## Can'Art et CULTURE



### « Ne faites jamais confiance à la justice de votre pays », un juge pointe les défauts de la Justice française

Après ses propos incendiaires tenus dans l'émission de la chaîne française Cnews "Morandini Live" sur la justice, Me Claude Butin est convoqué devant le Conseil de discipline – Le magistrat persiste et signe : "Les juges ne sont pas indépendants". Le vendredi 1er octobre 2021, l'ancien vice-président du tribunal de Rouen était venu sur le plateau de l'émission où il avait tenu des propos très durs contre la justice. A la demande du ministre de la Justice, Eric Dupond-Moretti, Claude Butin va être convoqué en Conseil de discipline. Magistrat honoraire depuis dix ans, il comparait en effet mercredi 7 décembre 2022 devant la formation du siège du CSM pour "avoir manqué à son devoir de réserve envers l'institution judiciaire et à celui de délicatesse envers ses collègues dans son livre Ne faites jamais confiance à la justice de votre pays et pour avoir dit, par deux fois, sur des plateaux de télévision, tout le mal qu'il pensait de l'institution judiciaire qu'il a servie pendant trente ans." "C'est une requête rédigée par le ministre de la Justice au Conseil supérieur de la magistrature. Dans sa requête, il reprend des passages de mon livre. J'ai écrit ce livre pour faire réfléchir et pour que la justice évolue dans le bon sens (...) Je ne comprends pas comment M. Dupond-Moretti qui a passé son temps à critiquer les juges ose se permettre lancer une procédure contre moi", a-t-il déclaré d'entrée sur le plateau de "Morandini Live", en réitérant que "les juges ne sont pas indépendants". Et celui qui a osé mettre en examen son ministre de tutelle d'ajouter : "Le garde des Sceaux est mis en examen pour prise illégale d'intérêt. C'est celui là qui va lancer une procédure contre moi ? Il faut être raisonnable un peu ! Je vais avoir l'occasion de m'expliquer. Je confirme absolument tout ce qu'il y a dans mon livre, tout ce



que j'ai dit. Je confirme qu'on ne peut pas faire confiance en la justice de son pays. Je sais de quoi je parle". "Le ministre de la Justice demande des sanctions pour manquement au devoir de réserve et pour manquement au devoir de délicatesse. Je suis à la retraite depuis 10 ans. J'écris un livre pour faire bouger les choses", a déclaré Claude Butin. Quelques minutes plus tard, le magistrat s'en est pris à Eric Dupond-Moretti : "A sa place, j'aurais démissionné. Un garde des Sceaux qui est inculpé..." écrit Jean-Marc Morandini sur son blog. Cette histoire montre que la France doit commencer à balayer devant sa porte avant de donner des leçons en matière de justice. D'autant plus que le ministre Dupond-Moretti a été soutenu par la majorité présidentielle macroniste et ne lui a pas retiré sa confiance malgré sa mise en examen par le magistrat Butin. Lequel avant sa venue sur le plateau de Morandini Live il avait publié en septembre 2021 un livre incendiaire sur l'état de la Justice en France. "La magistrature française est en souffrance. Juger, c'est apprécier." "Il faut respecter le temps de la justice." De beaux principes ! Mais le pouvoir d'appréciation du juge se réduit de jour en jour, sous la pression de sa hiérarchie et sous le poids de lois opportunistes toujours plus contraignantes. On a récemment intégré dans la grille d'évaluation des juges, un critère de rentabilité : une prime annuelle est versée en fonction du nombre de dossiers traités. Les juges sont-ils encore capables de se prononcer en leur âme et conscience? La justice peut-elle vraiment être rendue en toute liberté, sans tenir compte de ce qu'attend la hiérarchie ? Existe-t-il encore des magistrats prêts à exercer leur mission sans être d'abord préoccupés par leur avancement ? Ce livre est le témoignage sincère d'un juge passionné qui n'avait cessé de croire en la justice... "

### L'artiste Moustapha Zoufri embellit une façade du MMVI

L'artiste Moustapha Zoufri a réalisé une fresque murale, intitulée "Symphonie africaine", montée sur l'une des façades du musée Mohammed VI d'arts moderne et contemporain de Rabat (MMVI). Présentant son œuvre, l'artiste précise que ce travail s'est fait en collaboration avec la Fondation Nationale des Musées et intervient dans le cadre de la célébration de "Rabat, capitale culturelle de l'Afrique" pour l'année 2022-2023. "J'espère composer une symphonie à l'image d'un hymne africain", écrit M. Zoufri dans une fiche de présentation de sa fresque, soulignant qu'elle se veut un hommage à l'Afrique, berceau de l'humanité et continent en pleine effervescence artistique. Cette œuvre célèbre aussi les diverses manifestations, dédiées aux arts africains, qu'a abrité le Musée Mohammed VI d'Art moderne et Contemporain, à savoir "l'Afrique en Capitale", "Lumières d'Afrique", "les trésors de l'Islam en Afrique", "de Tombouctou à Zanzibar" et "l'Afrique vue par ses photographes de Malick Sidibé à nos jours", a-t-il dit.

### Université Le plaidoyer de Azoulay

L'université a un rôle clé à jouer dans l'émergence d'une génération imprégnée des valeurs de diversité culturelle et d'altérité qui font la singularité du modèle civilisationnel marocain, a souligné, jeudi 9 février à Rabat, le Conseiller de SM le Roi, André Azoulay. "Dans un monde en quête de repères où l'altérité est devenue conflictuelle au lieu d'être une source de richesse, l'on ne peut que contempler avec exaltation l'émergence d'une génération porteuse des valeurs de paix, de diversité et d'humanisme qui font la force et la singularité du Maroc d'aujourd'hui", s'est félicité M. Azoulay qui animait une conférence sur "La diversité au cœur de la modernité sociale au Maroc : enjeux et promesses pour demain" à la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Univer-

sité Mohammed V de Rabat. Devant une assistance nombreuse et diverse, le Conseiller de SM le Roi a vanté les mérites du système national d'éduca-



tion, riche de ses ressources humaines "d'une grande qualité" qui cultivent chez les étudiants "cet humanisme qui s'est évaporé dans tellement d'endroits autour de nous". "Fer de lance de toute

société qui aspire à la modernité, l'éducation est érigée en priorité nationale dans notre pays" qui n'a pas lésiné sur les efforts ni sur les moyens pour rehausser son niveau, conscient en cela de son rôle majeur dans la consécration du modèle marocain de diversité qui fait cas d'école dans un monde pâtissant de la recrudescence des extrémismes et des archaïsmes culturels, a notamment relevé M. Azoulay. "La diversité n'est pas un concept académique ou rhétorique, mais c'est une réalité incarnée par le Maroc d'aujourd'hui qui, à l'opposé d'autres nations, a su résister à l'annexion et faire preuve de lucidité en assumant cette pluralité inscrite dans son ADN et consacrée par la Loi fondamentale", a fait valoir M. Azoulay, voyant là "une réussite marocaine" et un "modèle unique dans le monde".

### Marvel Le tournage du prochain film «Fantastic Four» prévu pour le début de 2024

Dans un entretien accordé au site américain Collider, le réalisateur Matt Shakman (WandaVision) a révélé que le tournage du prochain film «Fantastic Four» est prévu pour le début de l'année 2024 et que le casting n'a pas encore été fixé. Et que tous les trucs de casting circulant à ce sujet ne sont que des rumeurs. Shakman ajoute qu'il faudra un certain temps avant que les fans ne voient l'itération très attendue des Quatre Fantastiques de Marvel, surtout après qu'elle ait été retardée jusqu'à la Saint-Valentin 2025, mais le réalisateur Matt Shakman a pu donner un aperçu de la date de début du tournage. S'adressant à Steve Weintraub, de Collider, pour sa nouvelle série Prime Video, le réalisateur de WandaVision a révélé que le tournage du projet débutera "au début de l'année prochaine" et qu'il s'agit de sa priorité pour l'avenir. "Je suis en train de terminer le projet sur Godzilla. Nous en sommes à la post-production, et il y en a pour plusieurs mois encore. 'Fantastic Four' va ensuite devenir ma vie jusqu'au jour de la Saint-Valentin en 2025" explique-t-il. Le réalisateur s'est également exprimé à propos des rumeurs entourant le casting du film, notamment celles autour de la présence de John Krasinski – qui a incarné Mr. Fantastic dans "Doctor Strange in the Multiverse of Madness" – au générique. Tous les trucs que vous entendez à propos du casting sont justes des rumeurs. Nous sommes au tout début du processus. Nous n'avons rien à annoncer pour le moment, mais quand il y aura des choses à dire, vous en serez informés», précise-t-il. Lorsqu'on lui a demandé s'il prévoyait de réaliser autre chose, Shakman a réaffirmé sa position : "Je ne pense pas. Vous savez, je suis toujours en train de terminer le projet Godzilla dont vous parliez. Nous en sommes au stade de la post-production et nous avons encore quelques mois devant nous. Les Quatre Fantastiques est à peu près ma vie jusqu'à la Saint-Valentin.



### Rentrée Littéraire 2023, 7e édition

M. Mohamed Mehdi Bensaid, Ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, M. Driss El Yazami, Président du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger, et M. Abdelkader Retnani, Président de l'Union Professionnelle des Éditeurs du Maroc, Camille Hoballah, Président de l'Association Marocaine des Éditeurs ont le plaisir d'inviter les publics intéressés au lancement de la 7e Rentrée Littéraire et ce après 2 années d'absence pour cause de pandémie. L'événement aura lieu le jeudi 16 février 2023 à la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc, à partir de 15h.



# Et BATATI ET BATATA



## Mot Fléchés

ENVIEX EFFONDREE	PROFIT PETITE PATISSERIE	CABINET DE NOTAIRE DEMAREUR	NOTE CONFIRMES A LEUR POSTE	ONEREUSE APRES LA SIGNATURE	BASSESE DEVERSE
SALADE VERTE TEMPETES			CHIFFRE DIVIN AFRICAIN	TRAIT LUMINEUX EXCLAMA- TION	
VIEUX DO ORIENTENT	REDRES- SENT ECHELONS		PREMIERE PAGE PAREIL	PARTICULE CUVETTE	
PETIT RUMINANT	JOIE POPULAIRE STATION DES LANDES		SALUE L'AN NEUF OBTENU	ABSORBES ARTICLE	METTAIT SUR LA PAILLE
RETIRE VILLE TURQUE		COURBE DU FLEUVE NEGATION		DUPÉ PERCÉ	EVASION
LIMITE ILE DE FRANCE			DYNAMIQUE PASSAGE A PIED		DEVETU EMISSION DE GAZ
	RISQUE	FAIRE DEPARTE- MENT FRANCAIS			
JEU DE PIONS INAMICAL		TROMPERAI TITANE AU LABO			
			APERCOIT		
SOUVE- RAINE			SOMME EN JEU		

## Mots croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											

### Horizontalement

[1] Elles sont attendues impatiemment par les enfants. Un peu d'aération. [2] Inventeur e la lampe à incandescence. Ancien nom d'une île. [3] Ouvre le robinet. Pronom. En remontant à la source. [4] Compagnes d'Énée. [5] Le bout de la rue. Fit paraître une annonce dans un journal. [6] Composants du mortier. [7] Fleuve normand. Article retourné. Préposition. [8] À la fin de chaque jour, sauf du dimanche. Qui a rapport avec la galerie d'un gymnase grec. [9] À la fin de premier. Rivière de Suisse. [10] Direction. Sourires d'Anglais. [11] Poids du métal dans les mièges antiques Conjonction

### Verticalement

[A] Robes bouffantes. [B] Aimeraient énormément. [C] Précède un joint. Poule. [D] Fils d'Andromaque. [E] Attaché. Sa femme faisait de la tapisserie. [F] Aux deux bouts d'un canton. Fleuve d'Afrique. Précède le nom d'un homme. [G] Prénom féminin. Fait un choix. [H] Apparaissent deux fois par an. [I] Fleurs. Conjonction. [J] Département. Forme d'avoir. [K] Tirés derrière soi.

## Mots Mêlés

E	L	L	A	V	R	E	T	N	I	E	R	E
R	R	E	E	R	T	N	O	M	E	R	T	S
T	S	T	E	C	A	R	T	R	P	I	N	S
E	A	A	S	T	A	T	U	O	N	N	E	A
M	B	D	S	E	E	D	N	O	C	E	S	P
O	L	N	I	D	M	C	R	E	J	V	E	S
N	I	T	A	M	T	E	L	A	M	A	R	I
O	E	E	L	Z	L	S	V	N	O	P	O	
R	R	P	E	R	I	O	D	E	O	N	M	M
H	O	L	D	U	S	E	M	A	I	N	E	R
C	R	E	G	A	U	H	O	R	A	I	R	E
N	U	I	T	E	R	I	A	L	O	S	S	I
C	A	L	E	N	D	R	I	E	R	U	E	H

- A âge
- allure
- année
- aurant
- avertir
- C cadran
- calendrier
- chronomètre
- D date
- déjà
- durée
- M matin
- mois
- moment
- montre
- N nuit
- P passé
- période
- ponctuel
- présent
- S sablier
- seconde
- semaine
- solène
- T tit

## Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

		9	2		5			
6								1
5			6	1				2 7
	3			4		8		
8								9
		1		5				4
4	2			9	7			3
3								8
			4	8	1			

## A méditer



«Si vous m'avez compris c'est que je me suis mal exprimé».

Alan GREENSPAN

## Solution des jeux du numéro précédent

### Su-Do-Ku

3	6	8	5	1	9	4	2	7
1	9	7	2	4	8	3	5	6
2	5	4	6	7	3	9	1	8
5	8	1	3	9	2	7	6	4
4	3	9	1	6	7	5	8	2
7	2	6	8	5	4	1	9	3
8	4	2	9	3	5	6	7	1
9	1	3	7	8	6	2	4	5
6	7	5	4	2	1	8	3	9

### Mots fléchés

P	P	M	P					
C	A	P	I	T	U	L	E	R
R	A	T	U	R	E	R	A	
A	T	T	I	R	A	N	T	S
I	E	L	I	T	E	S		
I	C	I	U	S	E	I		
U	N	I	T	P	S			
P	L	A	N	T	E	R	A	
A	N	S	E	S	T	A		
P	R	I	T	S	T	E	M	
I	T	A	L	I	E	N		
T	E	N	U	E	T	E		
L	E	S	T	U	N	E	S	

### Mots croisés

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K
1	E	L	U	C	I	D	A	T	I	O
2	B	E	L	I	S	E	R		U	
3	O	N	T	O	L	O	G	I	S	T
4	U	S	I	T	E		I	C	A	R
5	R	M	A	G	E	O	A			
6	I	A	T	T	E	N	T	I	V	E
7	F	A	T	A	S	E	E	E	S	
8	F	O	U	R	N	I	T	U	R	E
9	A	R	M	O	I	R	E	S	S	A
10	N	T	I	N	T	E	S	I		
11	T	E	L	S		R	E	S	T	E

### Mots Mêlés

## Mots Mêlés Solution

La solution est : Rendez-vous.



# Et BATATI ET BATATA



Bizarre



## Millionnaire à 18 ans

C'est ce qu'on appelle la chance du débutant. Une Canadienne de 18 ans, qui jouait pour la première fois à la loterie, n'a pas manqué son coup d'essai : elle a remporté le gros lot de 48 millions de dollars (32 millions d'euros). Étudiante devient au passage la plus jeune gagnante d'une cagnotte de cette ampleur au Canada.

Juliette Lamour, originaire de Sault Ste Marie en Ontario, a expliqué lors de la remise du chèque vendredi 3 février, qu'elle avait acheté son premier billet de loterie à la suggestion de son grand-père. « Il m'a dit : tu viens d'avoir 18 ans, va t'acheter un billet, tente ta chance », a-t-elle expliqué, ajoutant qu'une fois dans le magasin, elle avait dû appeler son père pour lui demander la marche à suivre pour jouer.

La plus jeune gagnante de l'histoire de la loterie au Canada n'avait pas vérifié immédiatement son billet et n'y pensait plus avant d'entendre ses collègues lui dire que le billet gagnant avait été acheté à Sault Ste Marie.

## KK bière

À Singapour, une bière écolo a fait le buzz en mai dernier car fabriquée à partir d'eaux usées, celles des toilettes de Singapouriens.

La bière est fabriquée à Singapour même, par la brasserie Brewerkz. Elle est donc locale en plus de favoriser le recyclage. Elle s'appelle NewBrew et rend un fier service à Singapour car là-bas, on a du mal à s'approvisionner en eau potable.

Soyez rassurés, cette bière n'a pas un drôle de goût. Sur le compte Instagram de l'agence nationale de l'eau singapourienne, des testeurs de bière adorent le produit : "Très facile à boire, parfaite pour le temps de Singapour : super rafraîchissante !", raconte une testeuse. Un homme renchérit : "J'aime les notes fleuries, elle se boit facilement".

Les eaux usées sont bien filtrées avant en trois étapes: la microfiltration, l'osmose inverse et la désinfection aux ultraviolets. Santé !

## Nostradamus redevient d'actualité

Plusieurs cataclysmes ayant frappé le monde ont été mentionnés par Nostradamus dans Les Prophéties en 1555.

Parmi ses prédilections, on peut citer la prédiction du Grand Incendie de Londres, l'arrivée au pouvoir d'Hitler ou encore les attentats du 11 septembre 2001. Pour 2023, l'astrologue du 16<sup>e</sup> siècle a évoqué des malheurs pour la nouvelle année.

Nostradamus prévoit que nous finirons par nous manger les uns les autres, pour une raison tout à fait rationnelle. « Comme le soleil, la tête fouillera la mer brillante. Les poissons vivants de la mer Noire ne feront que bouillir », peut-on lire dans son ouvrage. Plus précisément, le réchauffement climatique sera si intense que l'annihilation marine sera imminente. Ainsi, l'être humain pourrait devenir cannibale, car l'une des principales sources d'alimentation de l'humanité sera en péril. Cette prophétie est loin d'être démesurée si l'on se réfère aux conséquences de la pollution et du réchauffement climatique. Plusieurs espèces de poissons, notamment les plus consommées, sont menacées d'extinction en raison de ces catastrophes écologiques.

D'autres prophéties de Nostradamus pourraient correspondre à la famille royale britannique et aux conflits internationaux.

Pour cette année, le devin prédit que le monde sera embarqué dans "sept mois de la Grande Guerre, avec à la clé des gens morts de malfaisance". Cette prophétie pourrait évoquer la guerre en Ukraine qui a été marquée par des crimes et un lourd bilan civil. Elle prévoit, d'ailleurs, que ce conflit dégénérera en une guerre à grande échelle l'année prochaine.

L'Antéchrist : Vladimir Poutine ?

"L'Antéchrist anéantit très rapidement les trois. Sa guerre durera vingt-sept ans. Les infidèles sont morts, captifs, exilés. Le sang et les corps humains recouvrent la terre", a écrit l'astrologue. Il s'agit d'un homme assoiffé de sang et de pouvoir qui pourrait se cacher derrière la cravate d'un responsable politique de haut rang. Avec la mention d'un tel conflit, selon Slate et New York Post Poutine pourrait être ce personnage.



## Rigolard



■ Deux chefs d'entreprise discutent :  
 – Comment fais-tu pour que tes employés arrivent toujours à l'heure le matin ?  
 – C'est très simple : j'ai trente employés et seulement vingt places de parking...  
 \* Dans une entreprise, un homme est convoqué par son chef :  
 – C'est la quatrième fois que vous arrivez en retard, que dois-je en déduire ?  
 – Ben, qu'on est jeudi ?

■ Chef, vous aviez dit que vous m'augmenteriez si vous étiez satisfait de moi !  
 – C'est exact. Mais je n'ai jamais été satisfait de quelqu'un demandant une augmentation.

■ Nous ne pouvons hélas pas vous engager. Nous n'avons pas de travail pour vous.  
 – Oh, vous savez, moi ça ne me dérange pas !

■ Vous commencez lundi. Nous vous payerons en fonction du travail fourni.  
 – Je ne pourrais jamais vivre avec si peu...

■ Chef, pourrais-je quitter le bureau trois heures plus tôt, pour pouvoir aller faire du shopping avec ma femme ?  
 – Il n'en est pas question !  
 – Merci, chef. Je savais que vous ne me laisseriez pas tomber !

■ Pourquoi Daniel ne fiche-t-il rien aujourd'hui ?  
 – Il remplace le chef.

■ Un avion s'apprête à atterrir. Le pilote et son co-pilote, apercevant la piste, sont traumatisés:  
 « Mais elle est minuscule!! On ne va jamais parvenir à atterrir sur une piste aussi courte!! On va tous mourir! Ils sont fous d'avoir fait une piste aussi petite!!! »

Le stress monte, l'avion descend, et finalement, s'arrête pile poil au bout de la piste.

Le pilote, en sueur mais soulagé, s'exclame:

« Elle était vraiment, vraiment courte cette piste! »

Et le co-pilote, jetant un regard à droite, puis à gauche, ajoute:

« Mais par contre, qu'est qu'elle est LAAARGE! »

## A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

**Superficie 128 m<sup>2</sup>**

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:  
0661252000

## LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerkouni  
Contactez-nous au 0661177444





# L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS  
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

**LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS**

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca ● Tél : 05 22 82 90 21 ● Fax : 05 22 82 89 33 ● [www.chicoptique.ma](http://www.chicoptique.ma)